

## 4 Économie

## FMI-Société civile/Plan de relance économique Rencontre de clarification ce matin

I.M'B.

Libreville / Gabon

**C'EST** ce matin que les représentants de la société civile rencontrent, à Libreville, pour une discussion de clarification, la Mission du FMI. Il est question pour cette Mission, non seulement, de présenter à la société civile nationale, le programme conclu avec le gouvernement gabonais, mais aussi de collecter les points de vue et avis des organisations de ladite

société civile sur des éventuelles actions de développement économique.

Cette réunion de travail trouve intervient après la rencontre entre le Haut Conseil des acteurs non étatiques du Gabon (HCANEG) et le ministre gabonais de l'Économie, Régis Immongault. En effet, le 21 juillet dernier, Nicaise Moulombi, président du HCANEG, a présenté au ministre une note de contribution dans laquelle la société civile s'interroge, en 20 points, sur l'implication des ci-



Nicaise Moulombi, président HCANEG : "Faire de la société civile une force de proposition".

toyens dans le Plan de relance économique. Il a été aussi question pour la société civile de

soupeser sur la pertinence des indicateurs de performance sociale du Plan de relance écono-

mique approuvé par le Fonds monétaire international et son caractère inclusif. Certaines de ces questions posées au ministre de l'Économie concernent directement le FMI.

C'est pourquoi, afin de présenter ce programme et répondre aux questionnements de la société civile, l'institution financière de Bretton-Woods l'invite, ce jour, à une séance de travail présidée par le chef de la Mission du FMI, M. Segura-Ubierno. Lequel sera entouré de ses experts.

## Enquête sur les indicateurs industriels et environnementaux stratégiques Le comité de pilotage du Pesise valide le budget

I.M'B.

Libreville / Gabon

**LES** quinze membres du comité de pilotage du Programme d'évaluation des sites industriels et des services environnementaux (Pesise), placé sous la supervision du ministère en charge du développement durable, se sont réunis en fin de semaine écoulée. Composé des administrations, du secteur privé et des centres de recherches, ce programme va s'empresser à recueillir des indicateurs de développement durable autour des sites industriels. Notamment, les sites miniers, le secteur pétrolier et les agro-industries. Il est aussi question de mesurer l'impact que les déchets domestiques



Ludovic Ngok Banak (droite), président du comité de pilotage et Nicaise Moulombi, coordonnateur national. Photo de droite : Une partie des membres homologues du comité de pilotage.

ont sur des pollutions urbaines. "Le ministère a besoin d'avoir un certain nombre de données environnementales issues du terrain pour planifier le développement durable", a expliqué M. Ngok Banak, président du comité de pilotage, par ailleurs conseiller du ministre Immongault, en charge du développement durable. Pour sa part, Nicaise Moulombi, coordonnateur national dudit programme, a renchéri: "Il était impor-

tant d'organiser ce comité de pilotage afin de valider le plan de travail annuel, le budget y relatif et évaluer, à mi-parcours l'exécution dudit projet depuis son lancement au mois d'avril 2017". Les quinze membres ont ainsi analysé les étapes du projet, jeté un regard prospectif sur les sites de cinq provinces dans lesquels va se déployer le projet, ainsi que les contraintes potentielles. Au terme de l'exécution du Pesise, sera

examinée la possibilité de mettre sur pied, un fonds de sauvegarde environnemental qui permettra au Gabon de déboucher sur une fiscalité écologique, a dit Nicaise Moulombi. Ce programme est financé par la Banque africaine de développement à hauteur de 807 millions de francs. Les dispositions ont été prises pour encadrer la gestion de cette manne "Le rôle du ministère en charge du développement durable est donc de s'assu-

rer que les fonds mis à la disposition du comité de pilotage vont être bien utilisés. C'est fondamental. Le ministre Immongault est clair là dessus, il faut que les fonds soient utilisés de façon rationnelle et orthodoxe. De plus, le ministère doit s'assurer que les activités qui sont prévues dans le cadre du document de projet sont effectivement déployées sur le terrain, sur la base d'un certain nombre d'indicateurs", a conclu M. Ngok Banak.

## African Health Solutions/Autonomisation financière et lutte contre la pauvreté

### Des distributeurs de réseau récompensés

I.M'B.

Libreville / Gabon

**LA** nigérienne Chidinma Eziyi, membre influent du Conseil d'administration de la multinationale African Health Solutions a séjourné, le week-end dernier, à Libreville. Objectifs : soutenir les membres adhérents au modèle économique que propose son entreprise à toute personne à la recherche d'une activité ou revenus complémentaires. Mais, sur-

tout promouvoir le marketing de réseau (un nouveau commerce en vogue et qui fait des millionnaires en Afrique).

"Dans la région d'où je suis originaire, vous pourriez constater que les populations prospèrent. Le marketing de réseau est un modèle qui peut générer le bien-être et la prospérité. Il suffit de rencontrer une entreprise qui pratique ce modèle économique, d'y adhérer et de s'investir", a indiqué Chidinma Eziyi qui a longtemps travaillé dans le Programme du Nouveau



Mme Chidinma Eziyi (à gauche) a récompensé une dizaine de distributeurs de son réseau.

partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) au Nigeria. Après le Cameroun où elle a dirigé un événement similaire, Mme Chidinma Eziyi est venue, au Gabon, remet-

tre à une dizaine de distributeurs de son réseau, des récompenses d'une valeur de plus de 30 millions de francs. Quatre récipiendaires ont troqué leurs véhicules neufs contre trois chèques d'un-

montant de 5 millions de francs chacun et un quatrième chèque de 8 millions de francs. Ils en est de même de sept autres bénéficiaires qui ont renoncé aux voyages en Afrique du Sud au frais de la compagnie, préférant empocher un chèque d'un million de francs chacun. La compagnie African Health Solutions qui a commencé ses activités en décembre 2015 en proposant une boisson alcaline purifiante, compte aujourd'hui près de 5 000 distributeurs au Gabon.

## Brèves Eco

### Cameroun : des fonctionnaires sanctionnés pour « fraudes fiscales »

Alamine Ousmane Mey, ministre camerounais des Finances, a rendu publique l'existence d'un réseau de détournements de deniers publics à la direction des impôts et du trésor. Le 26 juillet 2017, il a signé quatre décisions sanctionnant des fonctionnaires indélicats impliqués dans la soustraction d'un milliard 300 millions de francs. Un contrôleur des Impôts en service dans l'Extrême-Nord a été suspendu, à titre conservatoire de toutes activités au ministère des Finances pour une période de quatre mois pour « fautes graves et manquements à l'éthique professionnelle ». Tandis qu'à la direction générale des Impôts, deux fonctionnaires sont carrément relevés de leur fonction. A savoir le receveur par intérim au centre divisionnaire de Sa'a et son collègue, en fonction à Bafia.

### Côte d'Ivoire/Foodex 2018 : Opération de charme des Japonais

L'Organisation japonaise du commerce extérieur vient d'organiser un séminaire d'information au profit des PME ivoiriennes. L'objectif était de présenter à ces dernières le marché agroalimentaire japonais et les opportunités d'affaires qu'occasionnera leur participation à la grand-messe de l'agroalimentaire, Foodex 2018.

### Banque mondiale : une enveloppe 4 640 milliards pour l'Afrique

A travers l'Association internationale de développement (IDA), sa branche spécialisée dans l'aide au développement, la Banque mondiale a annoncé avoir prévu des émissions obligataires d'une valeur de près de 8 milliards de dollars, soit 4 640 milliards de francs, afin de renforcer son aide en faveur des pays les plus pauvres.

### Éthiopie : 3 000 hectares à la floriculture

L'Autorité éthiopienne de l'horticulture et de l'investissement agricole vient de mettre 3 000 hectares de terre à la disposition des investisseurs dans le secteur de la floriculture en Éthiopie pour diversifier son économie. Sont visés, les investisseurs intéressés qui viendront avec leur propre capital d'investissement initial.

Rassemblées par I.M'B.

**CHANGEMENTS**

**COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 31/07/2017**

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1729	1USD =	559,261	1 USD	578,835
CAD	1,4712	1CAD =	445,865	1 CAD	469,541
JPY	130,3700	1JPY =	5,032	100 JPY	523,215
GBP	0,8957	1GBP =	732,356	1 GBP	764,627
CHF	1,1357	1CHF =	577,579	100 CHF	60 520,69
ZAR	15,2811	1ZAR =	42,926	100 ZAR	4 463,79
MAD	11,1272	1MAD =	58,951	1 MAD	61,30
CNY	7,9087	1CNY =	82,941	1CNY	85,43
KES	121,9200	1KES =	5,380	1KES	5,54

INDICES BOURSISERS		
	en date du	
CAC 40	31/07/2017	5 120,29
DOW JONES	31/07/2017	21 779,48

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
31 Juillet 2017: 52,15